



Sidérurgie



Face au démantèlement de la filière,

15 mars 2018 : mobilisation nationale des sidérurgistes.

6 ans après le dossier Florange, la sidérurgie française entre à nouveau dans une phase critique. Le 2^{ème} redressement judiciaire d'**Ascométal** (aciers spéciaux), ayant débouché le 29 janvier sur la reprise du groupe par le germano-suisse Schmolz&Bickenbach, pose de nouveau la question de l'avenir de la filière dans le pays. Les intentions du repreneur sont en effet inacceptables : fermetures programmées à l'horizon fin 2019 du laminoir de l'usine des Dunes (Nord), de l'aciérie d'Hagondange (Moselle) et du train à fil de Fos sur Mer (bouches du Rhône) ! Ajoutons à cela la mise en sursis de l'aciérie de St Saulve (valenciennois) détenue par la coentreprise **Ascoval** (ascométal/Vallourec), non reprise par Schmolz&Bickenbach et désormais placée en recherche de repreneur. Rappelons la fermeture récente de deux laminoirs chez **Vallourec** et de l'aciérie des Dunes au sein d'Ascométal !

Si nous laissons faire, c'est donc à de petites unités de finissage que serait cantonnée la filière des aciers électriques, avec tous les risques à terme étant donné la fragilisation des sites et de leurs compétences. La question se pose de la même façon chez **Aubert et Duval** (groupe ERAMET), après la fermeture récente de l'aciérie (encore une) du site de Firminy dans la Loire.

De grandes interrogations sur l'emploi et les capacités de production pèsent sur les autres groupes de la filière, et pas des moindres :

- **ArcelorMittal**, qui s'apprête à reprendre le groupe italien Ilva et son énorme complexe de Tarente (capacité théorique de 9,5 millions de tonnes annuelles !!). Une opération pouvant s'accompagner de cessions contraintes de lignes de productions ou sites en France (règlements anti monopole de la commission européenne), et de mise en concurrence à terme des sites, y compris en terme d'investissements.
- **Tata Steel et Thyssen Krupp Steel** qui s'apprêtent à fusionner. L'annonce du projet fait mention de 4000 suppressions d'emplois en Europe et de probables fermetures de lignes de production suite aux synergies (Maubeuge et Isbergues concernés dans les Hauts de France).

En 2013, une commission d'enquête sur l'acier à l'assemblée nationale rendait ses conclusions : il est grand temps de stopper l'hémorragie dans la sidérurgie française, étant donné son rôle majeur pour l'ensemble de notre industrie. Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures pour intervenir sur la stratégie des multinationales qui démolissent de notre filière.

La CGT, depuis plusieurs années et particulièrement ces dernières semaines, appelle le gouvernement et les présidents des régions phares de la sidérurgie à réunir tous les acteurs pour prendre des décisions visant à sauvegarder la filière dans le pays.

Il faut effectivement se demander s'il y a une volonté politique dans le pays de préserver et de relancer la sidérurgie, qui répond à des besoins essentiels de la population, ou bien de la laisser sciemment se délocaliser à petit feu, déséquilibrant par la même occasion des territoires sidérurgiques historiques, ... ainsi que notre économie.

A cette inquiétude sur le devenir des sites et des emplois viennent s'ajouter le mal être à l'intérieur des entreprises du secteur : hausse des contrats précaires, pression très forte sur la rémunération, conditions de travail dégradées, sous investissement récurrent.

On le voit, si nos entreprises portent des noms différents, les salariés sont pourtant confrontés aux mêmes enjeux.

Pour la CGT, il est vital aujourd'hui que les salariés de toute la filière s'expriment pour appuyer la démarche de leurs représentants. C'est la raison pour laquelle une mobilisation nationale des sidérurgistes a été décidée pour **le 15 mars prochain**, avec appel à la grève et manifestations organisées en région. Il y sera question de porter nos revendications phares :

- **Intervention publique immédiate dans la filière.**
- **Relance de l'emploi, avec intégration en CDI des contrats précaires et prise en compte de la pénibilité.**
- **Augmentation forte des salaires, à l'heure où le GESIM (groupement des entreprises de la sidérurgie et de la métallurgie) joue à nouveau la provocation en refusant d'augmenter cette année les minimas hiérarchiques.**
- **Des droits collectifs renforcés, garantissant entre autre la reconnaissance de la qualification et de l'expérience professionnelle, droits que l'UIMM veut abolir dans la négociation en cours au sein de la branche métallurgie dont nous dépendons. L'attractivité de la filière est en jeu !**
- **Relance des investissements et de la recherche/développement.**

Chers collègues, en lisant ces lignes, vous pouvez vous dire « *à quoi bon, moi je suis à l'abri pour le moment et ne suis pas concerné* ». Nous vous appelons néanmoins à prendre de la hauteur, à bien juger ce qui se passe aujourd'hui, et à vous dire : effectivement, s'il faut bouger, de manière collective et solidaire dans la filière, c'est probablement ce jour là.

Jeudi 15 mars 2018
Mobilisation nationale des sidérurgistes,
par la grève et les manifestations.